

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Scott, James C., *Comparative Political Corruption*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1972, X, 166 p.

par Vincent Lemieux

*Études internationales*, vol. 3, n° 4, 1972, p. 575-576.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700263ar>

DOI: 10.7202/700263ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

tion des richesses, nous décelons trois systèmes de pratiques ou usages non tarifaires, lesquels appellent quelques remarques. Les voici : 1) les usages qui ont des effets similaires à ceux des tarifs ; ils incluent l'approvisionnement public, le commerce étatique et les mesures d'assistance aux industries particulières ; 2) les frais différents, et deux exemples typiques en sont les taux divers de taxes et de tarifs imposés aux importations des États non membres du *NAFTA* ; 3) enfin les facteurs législatifs et administratifs tels les politiques anti-monopoles, celles du transport et des disparités régionales. M. Leisner nourrit son analyse d'exemples les plus variés et les plus intéressants des divers usages signalés plus haut et souligne comment ils peuvent perturber le libre-échange. Il examine encore certains problèmes particuliers créés par l'expérience de la *CEE* et celle de l'*EFTA* et indique que si le libre-échange ne s'avère pas toujours le moyen le plus efficace de juguler les effets des barrières non tarifaires, cette pratique est de loin fort supérieure et plus efficace à ce que le *GATT* a pu apporter. Dans la quatrième partie de l'ouvrage et intitulée « *American Capital and Free Trade* » ; M. D. Steuer suppute les effets possibles des montants américains investis en Grande-Bretagne comme conséquence à la participation au *NAFTA*, et de plus la signification économique d'un tel investissement lorsqu'il se fera. Le but de cette étude, semble-t-il, est de vérifier la validité des arguments d'investissements directs en regard de la formation de zones multilatérales de libre-échange.

L'auteur examine et discute les investissements des É.-U. dans leurs relations avec la balance britannique des paiements : revenus, habileté de direction, techniques, compétition ou concurrence, problèmes régionaux et autonomie nationale. Contrairement à certaines conceptions fort répandues, il en résulte qu'il n'y a aucune raison définies pour lesquelles l'organisation du *NAFTA* aurait pour résultat d'accroître le volume des investissements américains. Quant à la balance des paiements, on démontre qu'il vaut mieux porter attention sur le revenu national, qui est la plupart des cas affecté de façon favorable, vu que la balance externe peut trouver une solution grâce à tout investissement direct. Somme toute, l'auteur tend à réfuter la croyance populaire ou l'épouvantail de la mainmise américaine.

Alors que l'analyse de M. Steuer s'avère d'incontestable bon sens quant au Royaume-

Uni, peu de Canadiens acceptent ses conclusions en ce qui concerne la proportion véritable de participation ou de mainmise américaine au Canada, sûrement à leurs yeux plus considérable que celle de la Grande-Bretagne. Ici, il faut souligner dans l'ouvrage une critique majeure : l'absence de toutes statistiques ou tableaux quelconques aidant à vérifier les points de vue de l'auteur. Il n'y a pas de doute que les lecteurs auraient sûrement apprécié toutes les informations statistiques ou toutes données quant à l'importance de la propriété des firmes américaines au pays et quant à la distribution des industries ou filiales.

F. A. SIDDIQUI

*Économique,*  
*Université Bishop.*

SCOTT, James C., *Comparative Political Corruption*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1972, X, 166p.

Ce volume fait partie d'une nouvelle série d'études comparatives où l'on se propose de traiter de problèmes politiques importants, sans employer le jargon et les néologismes des sciences sociales actuelles. Par rapport à cet objectif, l'ouvrage de Scott est une réussite. Dans un langage sans prétention, coupé de quelques tableaux faciles, il réussit à nous donner une bonne vue comparative d'un problème qui afflige plusieurs des nouveaux États du Tiers-Monde et qu'on retrouve encore dans les États d'Occident.

Scott traite de l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle et des États-Unis du début du XX<sup>e</sup> siècle, mais l'Afrique et surtout l'Asie le retiennent davantage. Après un premier chapitre de nature générale sur la corruption, il traite de celle-ci comme d'un phénomène d'influence. Suivent alors un certain nombre de chapitres monographiques : sur l'Angleterre du début des Stuart, sur la Thaïlande, sur les diverses formes de corruption dans les régimes sans partis, sur les débuts de la corruption électorale, sur la machine politique au Ghana et en Inde. Un dernier chapitre, plus théorique, propose de voir la machine politique comme une réponse oligarchique à des pressions démocratiques.

L'auteur conduit son étude de façon intelligente et nuancée, mais soit qu'il ait voulu obéir de façon trop stricte à la consigne

qui interdit à cette série les discussions théoriques inutiles, soit qu'il n'ait pas trouvé le fil conducteur qui aurait pu donner une unité à son entreprise, ou sort de ce livre en se demandant ce que Scott a bien voulu démontrer.

Il nous donne bien quelques définitions, quelques tableaux, quelques distinctions en trois ou quatre points, mais tout cela ne supplée pas à l'absence d'un parti initial. Ou plutôt quelques partis pris se montrent le nez tout au long de l'ouvrage, mais ils demeurent irréductibles les uns aux autres.

Les difficultés de l'analyse comparative sont bien connues et l'auteur, qui les a peut-être un peu sous-estimées, ne réussit pas à les surmonter. La raison de cet échec comme de bien d'autres semble résider dans l'hésitation que ne tranche jamais Scott entre une définition atomiste et une définition plus holistique du phénomène étudié. Autrement dit, la corruption est présentée parfois comme un phénomène qu'on peut étudier en lui-même, et parfois comme une opération dont la spécificité ne peut être dégagée que par l'ensemble où elle se situe. Les deux premiers chapitres, plus théoriques que ceux qui suivent, sont symptomatiques à cet égard. Dans le premier Scott adopte une vue plutôt atomistique du phénomène de la corruption, tandis que dans le deuxième il en propose une vue plus holistique.

Il n'en demeure pas moins que nous avons là le meilleur ouvrage, sans doute, sur l'étude comparative de la corruption, des machines politiques, du patronage et des phénomènes apparentés. Il aurait été bien étonnant que Scott réussisse du premier coup à trouver ce Saint-Graâl toujours inaccessible : une véritable analyse comparative.

Vincent LEMIEUX

*Science politique,  
Université Laval.*

SEELY, J. R., *The Expansion of England*,  
The University of Chicago Press, Chi-  
cago/Londres, 1971, 248p.

SMITH, Goldwin, *Canada and the Canadian Question*, University of Toronto Press, Toronto, 1971, 236p.

Pendant la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, l'avenir du Canada (*Canadian Question*) a été au centre des débats quant à la desti-

née politique canadienne, partagée entre deux choix extrêmes : une participation à une fédération de l'Empire ou une union politique avec les États-Unis. Les impérialistes canadiens ont glané plusieurs de leurs arguments dans l'ouvrage de J. R. SEELY, *The Expansion of England*, publié en 1891, quelque huit ans après son premier ouvrage. Néanmoins, auteurs (Seely et Smith) et idées n'en sont pas moins de façon évidente de la même inspiration et de la même encre. Tous deux étaient de la classe moyenne, protestants, britanniques, nés à onze ans de différence et chacun était titulaire d'une chaire prestigieuse en histoire dans les deux plus éminentes universités anglaises : Seely à Cambridge et Smith à Oxford. Tous deux également avaient une haute idée de leur œuvre, et se considéraient comme les dépositaires de la morale. Ils étaient aussi des libéraux dont les vues débordaient les Îles britanniques, croyant ferme en la communauté de tous les peuples de langue anglaise, bien que ne partageant pas les mêmes vues sur les moyens de parvenir aux mêmes objectifs.

Quoique l'ouvrage de Seely, publié l'année précédant la fondation de l'*Imperial Federation League*, devint l'ouvrage de référence des impérialistes ou partisans de l'Empire, celui-ci est plus judicieusement un essai d'interprétation de l'histoire diplomatique et vise à démontrer combien primordial est l'Empire au développement politique et diplomatique anglais depuis le règne des Stuart. La conclusion morale que Seely tire de son étude est claire et urgente : l'Angleterre se doit d'affermir ses possessions si elle veut continuer d'être une puissance d'importance majeure au vingtième siècle, lequel verra, comme il le prédit, la domination des États-Unis et de la Russie. La vision impériale de Seely rejoint celle de de Gaulle relativement à une Europe unie, en fait, une troisième puissance qui n'est pas dépendante de la Russie et ou des États-Unis.

Son ouvrage, en dépit de sa grande popularité parmi les partisans de l'Empire, ne contient aucune sorte de grandiloquence comme on en trouve chez l'école de Chamberlain-Kipling. Comme Smith, Seely a distingué avec soin entre l'« impérialisme » (au sens péjoratif), qu'il condamne comme le contrôle forcé et violent sur les peuples étrangers, et l'« expansionnisme », qu'il appuie comme une union politique de bon aloi entre communautés homogènes d'une nationalité commune. Les vues de Seely sur une « Grande-Breta-